

ÉDITORIAL

Les villes existent de longue date mais notre époque se caractérise par une entrée dans un « âge urbain ». Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité – annonce officielle en a été faite par l'ONU en 2007 – il y a plus d'individus qui vivent dans les villes que dans les campagnes. Et cette évolution paraît difficilement réversible si l'on tient compte de ce que la population urbaine croît actuellement deux fois plus vite que la population mondiale totale. Il est légitime de parler d'un véritable « fait urbain » quoique celui-ci recouvre une pluralité de situations disparates qui peuvent être approchées aussi bien à partir de points de vue théoriques différents – économique ou sociologique, historique et géographique... – que par le biais de productions artistiques capables de donner à voir ou à entendre les innombrables expériences qui se déploient dans la ville.

« Métropole », « mégapole », « mégalopole », sont autant de dénominations destinées à appréhender les mutations de la ville et la variété de ses manifestations récentes, mais elles véhiculent aussi des jugements de valeur sur la taille et une certaine disproportion de ces nouveaux ensembles. Comme si l'on avait affaire à une nouvelle espèce, terrifiante et fascinante à la fois, de monstruosité. Si la ville est bien l'objet de ce numéro, c'est en vue de s'intéresser à l'urbain – aux formes de développement de la ville moderne – pour interroger l'idée, fréquemment associée, d'un déficit d'urbanité. Que désigne-t-on par là ? Comment décrire cette perte de l'urbanité, l'évaluer, et quels remèdes peuvent être envisagés ? Les métropoles ne sont peut-être pas, ou pas seulement, des machines à détruire l'individu, à broyer l'humain, ni des lieux dans lesquels la nature, la vie animale et végétale, sont mises à mal. Non seulement, la ville précipite des interrogations contemporaines cruciales, politiques, sociales, écologiques et nous confronte à la difficulté de leur articulation mais elle impose à qui veut chercher à en saisir la réalité protéiforme, de se défaire des jugements trop généraux et d'évaluations esthétiques ou éthiques unilatérales.

La ville est une organisation de l'espace produite par des sociétés humaines dont la domination historique est aujourd'hui sans partage. Quel que soit le continent où l'on vit et quels qu'en soient les motifs ou les formes, il ne fait pas bon être nomade et la norme contraignante de la sédentarité est de plus en plus celle de la vie urbaine. Aujourd'hui et depuis un certain temps déjà, la ville ne se laisse plus délimiter de manière principalement spatiale, comme lorsqu'elle était ceinte de murs ni opposer aisément à la

« campagne ». La limite entre l'urbain et le non-urbain est ainsi devenue difficile à assigner. Les auteurs du XIX^e siècle, poètes et romanciers, la décrivaient déjà pour ce qu'elle est, un organisme vivant doté d'un ventre, d'un cœur, d'artères et traversé par la circulation de multiples flux qui participent de sa vitalité. La ville est certes un lieu et un ensemble visible, en partie structuré par des édifices diversement agencés ; mais plus encore, elle est l'effet de l'ensemble des relations individuelles et collectives qui s'y développent et constituent cet espace à la fois construit, perçu et vécu désormais identifié sous le nom d'« espace urbain ».

S'il est possible de repérer des caractères communs propres à déterminer « l'urbain », c'est davantage encore l'hétérogénéité qui domine : celle de la structuration d'ensemble et du bâti d'abord, entre des villes qui ont lentement pris forme autour de centres historiques, des villes nouvelles pensées et construites de toutes pièces, des villes qui « poussent » toutes seules, souvent bidonvilles, sans organisation globale, sans pensée urbaine, au gré des exodes divers. Certains géographes distinguent en ce sens une urbanisation *technologique*, dans laquelle la ville se présente comme un espace d'accueil et de production parce qu'elle est en mesure d'offrir des emplois à ceux qui y habitent et une urbanisation *démographique* liée à une simple accumulation de population dans laquelle la ville n'est qu'une matrice médiocre d'emplois informels et sans véritable cohérence systémique.

L'hétérogénéité est aussi et surtout sociale : la ville n'est pas la même pour tous et elle l'est de moins en moins à mesure que la population urbaine s'accroît. En France on est ainsi passé, selon les termes du géographe Jacques Scheibling, d'une ségrégation « associée » – les différentes conditions sociales, réparties selon les étages mais cohabitant dans les immeubles bourgeois – à une ségrégation « dissociée ». Les banlieues et plus largement les périphéries des villes concentrent de très nombreux dysfonctionnements, au point qu'il serait pertinent de parler d'une véritable fracture territoriale. Les populations les plus démunies, les plus fragiles se trouvent repoussées ou maintenues sur les marges, ce qui n'exclut pas qu'elles s'approprient malgré tout, de façon si chaotique que ce soit, l'espace dans lequel elles sont amenées à vivre.

Lorsqu'on prend le temps et la peine d'y déambuler, la ville expose et donne à voir crûment ces inégalités de toutes sortes. Le cinéma, en tant qu'il est un art lié à l'émergence du « social », s'est abondamment nourri du spectacle offert par la ville. Luigi Comencini par exemple, dans *L'Argent de la vieille* nous découvre un espace qui est d'emblée socialement clivé : la vaste demeure de « la vieille » se tient en haut de la colline tandis que le bidonville s'étale en contrebas. Le film se construit à partir de cette opposition, de cette hiérarchie des lieux, et des trajets qui mènent de l'un à l'autre : Peppino et Antonia « montent » au château en quelque sorte. Aucune vue d'ensemble rassemblant les deux espaces ne nous est proposée par le cinéaste comme si l'essentiel était de découvrir à travers les lieux, la position sociale de classes radicalement hétérogènes les unes aux autres.

Mais si la structuration de la vie urbaine est en partie l'effet de ces clivages sociaux qui semblent insurmontables, comment concevoir que l'espace urbain puisse devenir l'objet d'interventions pertinentes ou plutôt quel type

d'interventions envisager ? L'expression « politique de la ville » recouvre-t-elle une quelconque réalité ? Dans *Main basse sur la ville*, Francesco Rosi met justement en scène l'impuissance politique face à la spéculation immobilière. La caméra filme cette contradiction inscrite dans l'espace : le plan aérien qui nous présente une vue unifiée de la ville fait fortement ressortir l'absence d'unité et le chaos architectural, conséquence des destructions et reconstructions indexées sur de seuls enjeux financiers. Sous des formes différentes, l'actuelle crise des *subprimes* implique elle aussi l'interférence de la spéculation économique et du désir de propriété de ceux qui ne possèdent pas grand-chose.

Pourtant si l'urbanisme n'est pas à lui seul une solution, et s'il est le plus souvent contraint de s'effacer et de céder le pas devant la puissance des promoteurs immobiliers ou devant d'autres impératifs économiques, il actualise une vocation à la fois politique et sociale par le biais des innovations et des projets alternatifs qu'il reste en mesure de concevoir puis de mettre en œuvre. D'autant que les urbanistes d'aujourd'hui ont su tirer les leçons du volontarisme des années 1950-1970, celui qui a notamment donné naissance à des « villes nouvelles ».

Dans ses *Notes sur la ville nouvelle* d'avril 1960, Henri Lefebvre, observateur et penseur de la modernité, s'intéresse à la construction de la ville nouvelle de Mourenx, bâtie pour loger des familles venues travailler sur le site de Lacq. À partir de cette situation concrète, il s'interroge sur les formes d'aliénation et d'ennui produites par ce type d'urbanisation. À l'évidence il ne s'agit pas pour lui de défendre un repli sur l'ancien – le bourg d'antan – dont il fait pourtant l'éloge. De ce point de vue, on ne peut manquer d'évoquer ici la manière dont certaines grandes villes du monde ont fait de leur centre des sanctuaires, étrange protection muséale qui fige ces lieux et les métamorphose en de véritables parcs d'attraction principalement destinés au tourisme international.

S'agit-il alors de penser et de mettre en œuvre un urbanisme qui permettrait aux hommes de conquérir et créer leur vie quotidienne, de ne pas simplement subir la transformation de leur monde mais d'en être partie prenante ? C'est peut-être en ce sens qu'une politique de la ville est nécessaire, qui permettrait d'éviter l'opposition stérile entre conservation de l'ancien et construction nouvelle – de multiples interventions dans le monde, témoignent de l'inanité d'une telle séparation – et de se dégager de la supposée contradiction entre la conception et la volonté abstraites d'un côté (celle des politiques, des urbanistes...), la formation et croissance spontanée de l'habitat de l'autre (Lefebvre compare la croissance du village ancien à celle d'un coquillage). La ville procède en partie d'un ordre et d'un agencement spontanés qui n'impliquent pas nécessairement l'harmonie ; cette croissance peut ainsi prendre la forme de gigantesques bidonvilles. La ville est en partie le résultat d'une conception urbanistique experte et technocratique, conception dont les principaux intéressés, les citoyens usagers, sont parfois complètement absents au risque de produire des lieux particulièrement inhospitaliers ou franchement inhabitables.

Car habiter un lieu, habiter la ville et pouvoir profiter de ce qu'elle offre, suppose bien sûr de vivre dans des conditions salubres, mais aussi de pouvoir

ÉDITORIAL

circuler agréablement, de pouvoir s'approprier de diverses manières certains espaces communs, de se sentir partie prenante d'une histoire, d'une collectivité. On ne peut oublier le fait que la politique est fille de la cité et que la vie urbaine – n'est-ce pas là le sens de l'urbanité ? – pourrait, moyennant certains projets audacieux, retrouver cette vocation de lien social et politique.

C'est sans doute un des enjeux et des apports de l'urbanisme que de parvenir à construire – à rêver d'abord ? – des espaces de cohabitations, des habitats qui « fassent société ». Des co-habitats dans lesquels existeraient un partage et une ouverture de lieux collectifs, où les architectures seraient diversifiées afin que les individus puissent en même temps s'approprier un espace privé. De telles propositions et réalisations existent de par le monde : minoritaires ou marginales, elles n'en sont pas moins exemplaires et pourraient, à terme, se multiplier. Elles manifestent en tout cas que de manières très diverses – plusieurs exemples sont présentés dans ce numéro –, il est possible de concilier territoire, économie, lien social et culture. En ce sens l'urbanisme est utopique si, selon les mots de Théodore Monod, « l'utopie ne signifie pas l'irréalisable mais l'irréalisé ». En ces temps d'urgence sociale et écologique, la ville n'est pas seulement un problème ; elle a aussi vocation à inventer et à expérimenter des solutions ! ■

N. C.